

les déclarations des deux camps évoquées plus haut sont axées sur des négociations traditionnelles, alors que ceux-ci aborderont à Vienne des pourparlers sur les forces conventionnelles. Si l'on veut faire adopter le principe de la défense non offensive, il faut recourir le moins possible à des méthodes de négociation antagonistes et acquérir progressivement des comportements rassurants et favorables à la collaboration.

D'un point de vue pratique, il serait souhaitable que l'on aborde les discussions de Vienne en deux temps :

1. Il faudrait tout d'abord s'entendre sur les éléments clés des forces actuelles dont la réduction ou la suppression radicale, par les deux alliances, tronquerait le plus leurs capacités offensives et augmenterait ainsi la stabilité. En retirant, par exemple, des chars, de l'artillerie lourde, des avions d'attaque et des missiles à moyenne et à longue portée, les deux camps ne provoqueraient-ils pas l'effondrement de leurs capacités offensives par rapport à leurs capacités défensives ? Le retrait des seuls chars ne permettrait-il pas d'obtenir, pour une large part, et peut-être d'une façon décisive, le même résultat ? N'existe-t-il pas d'autres mesures utiles, comme, par exemple, la création de zones frontières, où le déploiement des forces offensives est limité, et le stockage des munitions, de matériel de pontage et d'autres moyens de soutien logistique indispensables à des opérations offensives ? Le but visé, toutefois, consiste à choisir le moins d'éléments possibles, à n'en retenir qu'un ou deux d'une importance réelle, de façon à vaincre la résistance et l'entêtement de ceux dont la vie gravite autour des structures militaires et des rituels propres à la limitation des armements.
2. Une fois qu'on aura choisi les éléments clés, on devra définir pour chacun la quantité à retirer (le nombre de chars, par exemple), pour garantir la sécurité. Ne devrait-il y en avoir aucun, ou devrait-on en conserver 5 000, ou quelque autre nombre, depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural ? Il faudrait définir les quantités voulues pour assurer une plus grande stabilité, et c'est sur ces quantités que l'accord devrait porter. Il conviendrait d'éviter les discussions sur les chiffres actuels et sur la question de savoir s'il y a équilibre ou non, car elles provoqueraient forcément d'interminables controverses sur les différences intéressant la qualité, l'âge, l'emplacement et d'autres variables encore qu'il est impossible de mesurer. Les pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR) en disent long là-dessus : quinze ans après le début des négociations et après plus de 450 rencontres, aucun accord n'est intervenu. Si c'est sur le niveau des forces qu'il faut mettre l'accent, les chiffres actuels ne sont utiles que pour établir combien d'armes ou de forces il convient d'éliminer. Le même principe s'applique au déploiement des forces militaires et à la logistique : ce sont les chiffres et les dispositions garantissant la stabilité qui comptent, et non l'équilibre actuel.

Si une nation ou une alliance a des visées offensives, elle doit à l'évidence se doter de la supériorité offensive. C'est ce qu'a fait Hitler. Si, en revanche, les intentions sont pacifiques, on a vu qu'il était possible d'acquérir la sécurité par deux méthodes distinctes : l'une consiste à posséder des forces offensives qui décourageront l'adversaire, c'est-à-dire qui lui feront peur et le dissuaderont de passer à l'attaque. Suivant la seconde méthode, on se dote de forces défensives (à supposer, toujours, que le choix existe) de telle sorte qu'en acquérant une supériorité défensive, on nie à l'adversaire toute chance d'atteindre ses objectifs ; on le dissuade ainsi d'attaquer, tout en évitant le plus possible de l'inquiéter et tout en cherchant même à le rassurer.

Si l'on opte pour les forces offensives, ou pour des forces complètes dotées de capacités diversifiées, on risque d'effrayer l'ennemi, même si on lui répète sur tous les tons que l'on nourrit des intentions pacifiques. Il se méfiera toujours un peu. En effet, les intentions en question peuvent évoluer et être malhonnêtes ; la personne qui les exprime peut être remplacée par quelqu'un d'autre dont les intentions seront différentes. En revanche, une partie ne peut pas modifier rapidement ses capacités militaires, de sorte que les risques d'ambiguïté sont alors limités. Il est donc vraisemblable que lesdites capacités influenceront profondément sur l'idée que l'adversaire se fera des objectifs de la première partie et sur ses propres réactions. Tant que ses doctrines et ses forces militaires auront un caractère offensif, la première partie aura peu de chances de se réconcilier avec son adversaire, de gagner sa confiance et d'établir des relations pacifiques avec lui.

Quand une nation ou une alliance choisira entre des doctrines et des forces offensives ou défensives, sa décision dépendra d'influences et de pressions politiques fort complexes. Certains arguments reprendront des idées reçues sur la manière de mener la guerre et de dissuader l'adversaire d'attaquer, et ils seront défendus par des groupes soucieux de conserver l'ordre établi pour des raisons bureaucratiques, économiques et professionnelles. D'autres points de vue, inspirés par une opposition au *statu quo*, seront le fait de personnes qui rejettent les politiques existantes pour des raisons morales ou autres. Il faut examiner les différents choix possibles avec un certain recul et se demander dans quelle mesure les stratégies de rechange, c'est-à-dire les stratégies non nucléaires plus défensives ou plus offensives, se rapportent aux objectifs politiques que l'on s'est fixés.

On devrait adopter une stratégie défensive si l'on a des intentions pacifiques. Mais que signifient les mots « intentions pacifiques » ? En premier lieu, ils traduisent l'idée que celui qui les nourrit ne cherche pas à acquérir des territoires. La défense non offensive répond à cette définition. Mais supposons que, tout en n'ayant aucune visée territoriale, on souhaite un affrontement avec son voisin afin d'exercer des pressions économiques sur lui, ou de l'amener à dilapider ses ressources technologiques dans